

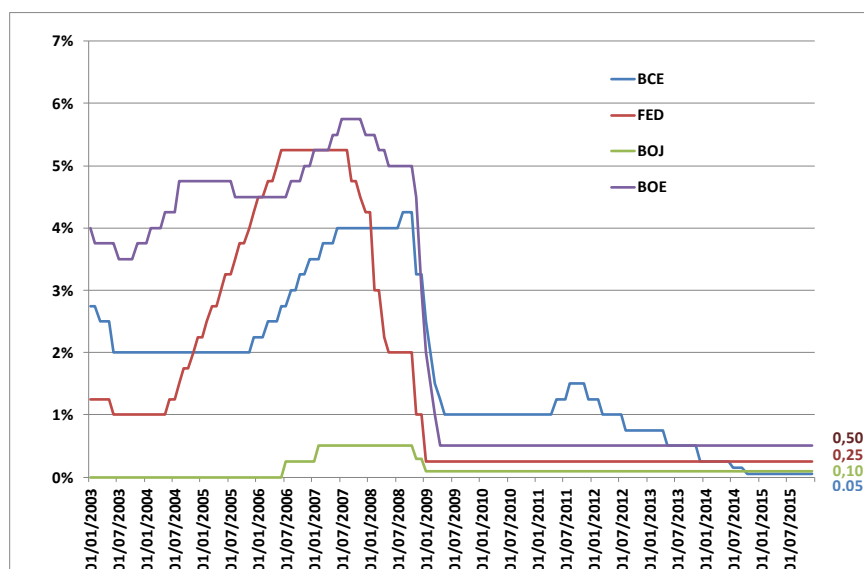
1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Baisse du taux de la facilité de dépôt et autres décisions

Le Conseil des gouverneurs lors de sa réunion du 3 décembre 2015 « a pris les décisions suivantes dans le cadre de la poursuite de son objectif de stabilité des prix. Premièrement, en ce qui concerne les taux d'intérêt directeurs de la BCE, nous avons décidé d'abaisser le taux de la facilité de dépôt de 10 points de base, à -0,30 %. Les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal resteront inchangés à respectivement 0,05 % et 0,30 %. Deuxièmement, s'agissant des mesures de politique monétaire non conventionnelles, nous avons décidé d'élargir le programme d'achats d'actifs (APP). Les achats mensuels à hauteur de 60 milliards d'euros effectués dans le cadre du programme APP devraient désormais se poursuivre jusqu'à fin mars 2017 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif de taux d'inflation inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. Troisièmement, nous avons décidé de réinvestir les remboursements au titre du principal sur les titres acquis en vertu du programme APP à leur échéance, aussi longtemps que nécessaire. Cela contribuera à assurer à la fois des conditions de liquidité favorables et une orientation appropriée de la politique monétaire. Les modalités techniques seront communiquées en temps opportun. Quatrièmement, dans le cadre du programme d'achats d'actifs du secteur public, le Conseil des gouverneurs a décidé d'inclure les titres de créance négociables libellés en euros émis par des administrations régionales et locales situées dans la zone euro dans la liste des actifs éligibles aux achats réguliers effectués par les différentes banques centrales nationales. Cinquièmement, nous avons décidé de continuer à conduire les opérations principales de refinancement et les opérations de refinancement à plus long terme d'une durée de trois mois sous la forme d'appels d'offres à taux fixe, la totalité des soumissions étant servie, aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'à la fin de la dernière période de constitution des réserves de 2017. [...] Les décisions prises aujourd'hui raffermiront le rythme de la reprise économique au sein de la zone euro et consolideront sa capacité de résistance face aux chocs économiques mondiaux observés récemment. Le Conseil des gouverneurs suivra attentivement l'évolution des perspectives de stabilité des prix, et il est disposé à agir, et en mesure de le faire, le cas échéant, en utilisant tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat afin de maintenir une orientation accommodante appropriée de la politique monétaire. »

La déclaration complète : <https://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2015/html/is151203.fr.html>

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Augmentation du chômage en France

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A en octobre 2015, c'est-à-dire sans aucune activité dans le mois, a augmenté de 42 000 par rapport au mois de septembre, soit +1,2 %. L'augmentation provient en partie de personnes déjà inscrites à Pôle emploi et qui exerçaient le mois dernier une activité réduite (catégories B et C). Au total, le nombre d'inscrits en catégories A, B et C augmente de 13 100 sur un mois, soit +0,2 %.

Baisse du chômage en Europe

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,7 % en octobre 2015, en baisse par rapport au taux de 10,8% enregistré en septembre 2015 et à celui de 11,5% d'octobre 2014. Il s'agit du taux le plus faible dans la zone euro depuis janvier 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,3 % en octobre 2015, stable par rapport à septembre 2015 et en baisse par rapport au taux de 10,1 % d'octobre 2014. Il s'agit également du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis septembre 2009. Eurostat estime qu'en octobre 2015, 22,497 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,240 millions dans la zone euro. Par rapport à septembre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 36 000 dans l'UE28 et de 13 000 dans la zone euro. Comparé à octobre 2014, le chômage a baissé de 1,942 million de personnes dans l'UE28 et de 1,302 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en octobre 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,5 %), en République tchèque (4,7 %) ainsi qu'à Malte (5,1 %), et les plus élevés en Grèce (24,6 % en août 2015) et en Espagne (21,6 %).

Inflation

France : repli de l'IPC

En novembre 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) se replie, baissant de 0,2 % après une hausse de 0,1 % en octobre. Corrigé des variations saisonnières, il diminue de 0,1 % sur un mois. Sur un an, les prix à la consommation sont stables, après une légère hausse en octobre (+0,1 %).

Stabilité de l'inflation dans la zone euro en octobre

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,1 % en novembre 2015, stable par rapport au mois d'octobre selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation dans la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en novembre (1,5 %, comparé à 1,6 % en octobre), suivis des services (1,1 %, comparé à 1,3 % en octobre), des biens industriels non énergétiques (0,5 %, comparé à 0,6 % en octobre) et de l'énergie (- 7,3 %, comparé à - 8,5 % en octobre).

Banque de France

Rue de la Banque N° 14 : Prix du foncier, crédit aux entreprises et créations d'emploi

Les fluctuations de la valeur des terrains détenus par les entreprises françaises présentent un profil très similaire à ceux de l'investissement et de l'emploi. Ce Rue de la Banque présente un modèle qui explique ces dynamiques jointes par un mécanisme de collatéral ; l'accès des entreprises au crédit serait facilité par un accroissement de la valeur des actifs déposés en garantie auprès des institutions de crédit. Ce modèle, étayé par des observations empiriques, contribue à expliquer les fluctuations sur le marché du travail en France.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB-rue-de-la-banque-14.pdf

Chine

Les réserves de change au plus bas depuis février 2013

Les réserves de change ont diminué de 87,2 milliards de dollars en novembre, à 3 440 milliards de dollars, selon les statistiques publiées hier par la banque centrale. L'appréciation du dollar américain en novembre, ainsi que les sorties de capitaux consécutives à la dévaluation du yuan renminbi le 11 août dernier, expliquent cette tendance à la baisse observée depuis les cinq derniers trimestres.

Actualité législative

Ordonnance n° 2015-1497 du 18 novembre 2015 portant adaptation de diverses dispositions du code des assurances à Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon et dans les îles Wallis et Futuna

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031497082>

2 – Brèves économiques locales

Budget 2016 : 141,3 milliards F CFP adoptés par la nouvelle majorité à l'Assemblée de Polynésie française

L'Assemblée de Polynésie française a adopté par 31 voix sur 57 le budget primitif pour l'exercice 2016 d'un montant de 141,3 milliards de F CFP (+6 % par rapport au budget primitif 2015). Ce budget se caractérise par un nouvel effort de redressement des finances publiques, les recettes de fonctionnement progressant de 2,5% quand les dépenses de fonctionnement se réduiront de 3,5%. Le budget prévoit 29,9 milliards de F CFP de recettes d'investissement, dont 16 milliards de F CFP d'autofinancement du Territoire, 7 milliards de dotations de l'État (+22 %) et 7 milliards d'emprunts. Un effort particulier (près de 7 milliards de F CFP) est porté sur le logement social. Au total, sur l'année 2016, les crédits de paiement pour l'investissement progresseront de 20,3 milliards de F CFP en 2016, auxquels s'ajoutent 17,7 milliards de crédits de paiement reportés de 2015 sur 2016.

Dotation Globale d'Autonomie 2016 : 84 millions d'euros effectivement alloués à la Polynésie française

L'Assemblée nationale a adopté un amendement précisant le montant de la Dotation Globale d'Autonomie (DGA) polynésienne pour 2016. Cette dotation s'élève à 80 millions d'euros (9,5 milliards de F CFP), contre 84 millions en 2015. Mais suite à l'engagement de la ministre des Outre-mer, le gouvernement français a confirmé que 84 millions d'euros seront effectivement alloués à la Polynésie française, en accordant le différentiel de 4 millions d'euros au Pays via les crédits de gestion du ministère des Outre-mer.

Protection sociale : l'État verse la seconde tranche du financement au régime de solidarité de la Polynésie française

Après 6 millions d'euros (715,9 millions de F CFP) versés en juillet 2015, l'État a engagé le versement de la seconde moitié de sa participation au financement du régime de solidarité territoriale de la Polynésie française pour l'année 2015. L'État s'était en effet engagé à verser annuellement 12 millions d'euros pendant trois ans (2015-2017) au régime de solidarité territoriale de la Polynésie française, sous conditions de la mise en œuvre par le Pays des engagements de réforme de ce régime. Le système de solidarité polynésien avait terminé avec un déficit de 2,3 milliards de F CFP en 2014 et prévoyait près 3 milliards de pertes en 2015.

TPE-PME : « Prêts de développement » pour les entreprises locales en besoin de trésorerie

L'Assemblée de la Polynésie française a adopté le 11 décembre dernier une convention-cadre autorisant la Sofidep (Société de Financement du Développement de la Polynésie française) à commercialiser des « prêts de développement Polynésie française ». Contrairement aux autres concours proposés par la Sofidep, notamment financés par des dotations du Pays, ce prêt sera octroyé par la banque publique d'investissement BPI France. Il aura pour objectif de soutenir les TPE et PME dans le développement de leur activité.

Télécommunications : arrivée d'un nouvel opérateur internet en Polynésie française

Le conseil des ministres du Pays a accordé cette semaine l'agrément de Fournisseur d'Accès à Internet à la société Smart Tahiti Networks (STN). STN louera les lignes ADSL et fibre du fournisseur historique OPT. Parallèlement, les opérateurs existants Vini et Viti ont procédé au lancement de nouvelles offres d'abonnement.

Énergie : nouvelle baisse du prix des hydrocarbures

La baisse des cours mondiaux du pétrole a permis au Fonds de régulation du prix des hydrocarbures, dont la mission est d'amortir la fluctuation des prix et de subventionner le prix du carburant pour certaines professions aidées, de reconstituer ses réserves. Redevenues positives fin 2014, celles-ci s'élèvent désormais à près de 2 milliards de F CFP. Depuis le premier décembre, le Fonds a de nouveau répercuté cette baisse sur les prix à la pompe.

Tourisme : une rencontre pour développer la visibilité touristique de la Polynésie française en Amérique du Nord

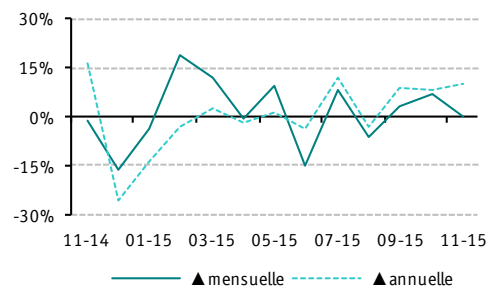
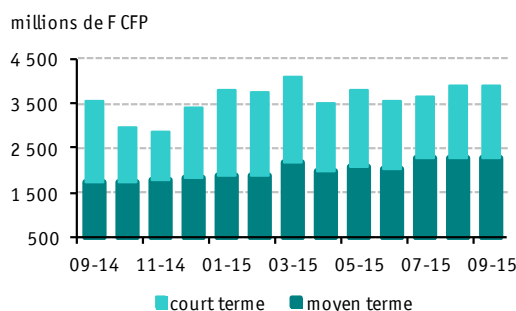
La onzième édition de l'évènement *Tahiti Travel Exchange* a rassemblé 140 agents de voyages nord-américains à Tahiti. Cette rencontre avec les acteurs touristiques locaux devrait permettre aux agences de développer leurs offres de prestations à destination de la Polynésie française auprès de leurs clients. Les États-Unis restent le premier pays émetteur de touristes vers la Polynésie française avec 58 000 touristes en 2014, contre 35 000 pour la France.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse du refinancement à moyen terme

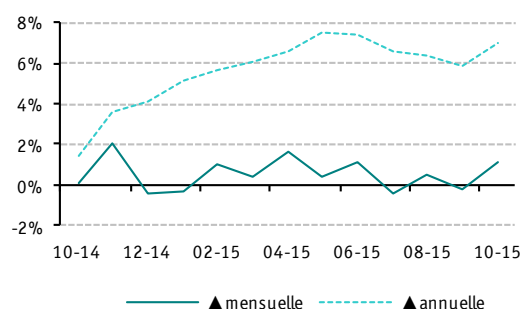
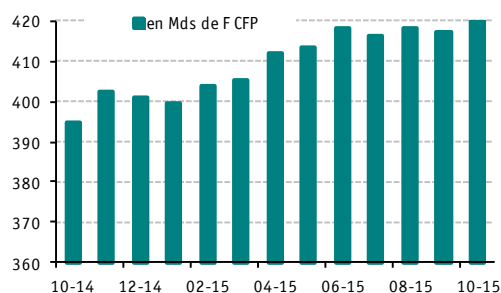
en millions de F CFP	nov-14	oct-15	nov-15	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 820	1 605	1 619	0,9%	-11,0%
Utilisations à moyen terme	1 709	2 267	2 255	-0,5%	31,9%
Refinancement total	3 529	3 872	3 874	0,1%	9,8%



Masse monétaire

Progression de la masse monétaire

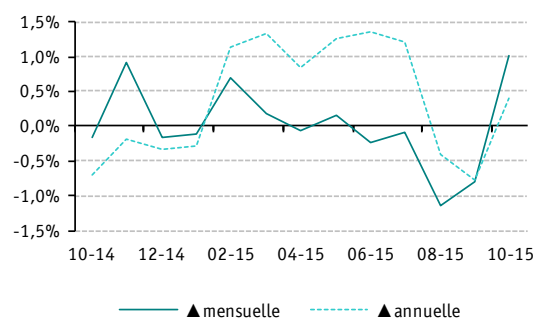
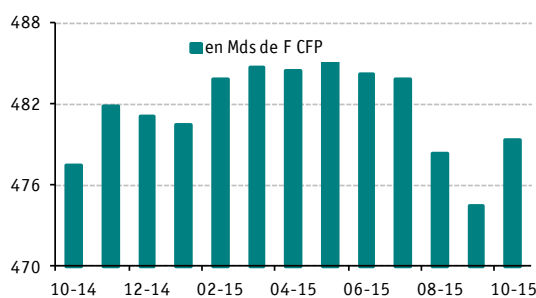
en millions de F CFP	oct-14	sept-15	oct-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	12 602	13 508	13 692	1,4%	8,6%
Dépôts à vue	150 992	167 061	173 175	3,7%	14,7%
Comptes sur livrets	99 823	98 127	97 968	-0,2%	-1,9%
Comptes d'épargne logement	386	387	392	1,3%	1,6%
Dépôts à terme	129 337	136 838	135 574	-0,9%	4,8%
Autres	1 430	1 240	1 252	1,0%	-12,4%
Total M3	394 570	417 161	422 053	1,2%	7,0%



Concours des banques locales à l'économie

Repli des crédits accordés par les banques locales

en millions de F CFP	oct-14	sept-15	oct-15	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	111 213	104 074	103 463	-0,6%	-7,0%
Crédits d'équipement	72 062	76 145	77 300	1,5%	7,3%
Crédits à l'habitat	168 557	170 689	171 837	0,7%	1,9%
Autres crédits	62 732	65 035	67 768	4,2%	8,0%
Créances douteuses brutes	62 859	58 537	58 942	0,7%	-6,2%
Total Concours de Caractère Bancaire	477 423	474 480	479 310	1,0%	0,4%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	nov-15	107,8	107,6	107,1	-0,5%	-0,6%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	sept-15	113,9	115,1	115,7	0,5%	1,6%
Commerce extérieur						
<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	sept-15	819	783	808	3,1%	-1,4%
<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	sept-15	13 588	13 189	13 585	3,0%	0,0%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	sept-15	2 186	2 554	2 324	-9,0%	6,3%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	sept-15	151	147	73	ns	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov-15	112	198	90	-54,5%	-19,6%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	nov-15	478	450	467	3,8%	-2,3%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	sept-15	1 860	1 759	2 157	22,6%	16,0%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	sept-15	2 918	2 701	3 196	18,3%	9,5%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	nov-15	213	445	225	-49,4%	5,6%
Personnes physiques en interdiction bancaire	nov-15	2 743	2 634	2 642	0,3%	-3,7%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	sept-15	393	343	379	10,3%	-3,5%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	sept-15	109	186	149	-19,8%	36,6%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	sept-15	51	50	36	-27,2%	-29,7%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	sept-15	134	173	120	-30,7%	-10,3%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	sept-15	29	19	22	12,8%	-25,7%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	sept-15	47	52	7	ns	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	sept-15	63	17	42	ns	ns
Tourisme						
Nombre de visiteurs	sept-15	21 504	20 486	19 707	-3,8%	-8,4%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	sept-15	74,9%	77,0%	77,3%	0,3 pt	+2,5 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers						
(Encours des banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	oct-15	58 241	64 751	64 419	-0,5%	10,6%
<i>Comptes sur livret</i>	oct-15	93 815	90 981	90 938	0,0%	-3,1%
<i>Dépôts à terme</i>	oct-15	68 119	70 764	71 874	1,6%	5,5%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	oct-15	75 533	82 740	88 417	6,9%	17,1%
<i>Dépôts à terme</i>	oct-15	51 532	49 830	47 781	-4,1%	-7,3%
Encours bancaires						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	oct-15	71 920	66 668	66 277	-0,6%	-7,8%
<i>Crédits à l'habitat</i>	oct-15	150 406	153 215	154 186	0,6%	2,5%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	oct-15	32 638	30 949	30 815	-0,4%	-5,6%
<i>Crédits d'équipement</i>	oct-15	63 777	66 270	67 284	1,5%	5,5%
						(source : IEOM)

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,30%	09/12/2015
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		taux	date d'effet
	30/11/2015	30/10/2015	Var. M-1	banques métropolitaines		6,60%	15/10/2001
EONIA	-0,1270%	-0,1290%	+ 0,002 pt				
EURIBOR 1 mois	-0,1610%	-0,1190%	- 0,042 pt				
EURIBOR 3 mois	-0,1140%	-0,0680%	- 0,046 pt				
EURIBOR 6 mois	-0,0430%	0,0060%	- 0,049 pt				
EURIBOR 12 mois	0,0480%	0,1070%	- 0,059 pt				
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				taux d'intérêt légal deuxième sem. 2015		taux	JORF
	nov.-15	oct.-15	Var. M-1	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)		4,29%	24/06/2015
TMO	1,1000%	1,0500%	+ 0,050 pt	autres cas		0,99%	
TME	0,9000%	0,8500%	+ 0,050 pt	Définitions EONIA: Euro OverNight Index Average EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate TMO : taux moyen des obligations publiques TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme			

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/11/2015	30/10/2015	30/09/2015	30/11/2015	30/10/2015	30/09/2015	30/11/2015	30/10/2015	30/09/2015
taux JJ	0,225%	0,200%	0,150%	nd	nd	nd	0,450%	0,420%	0,470%
3 mois	0,895%	0,630%	0,540%	nd	nd	nd	1,020%	0,810%	0,620%
10 ans emprunts phares	2,216%	nd	2,070%	0,305%	nd	0,350%	1,817%	nd	1,770%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,36%
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,81%
Prêts à taux variable	3,63%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,36%
Prêts-relais	4,19%	Découverts en compte	13,36%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,51%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	19,97%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	13,45%	Découverts en compte	13,36%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	7,84%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	112,8006	1 NZD/XPF	74,0271	1 HKD/XPF	14,5546	1 GBP/XPF	169,3129	
100 JPY/XPF	91,6386	1 AUD/XPF	81,3385	1 SGD/XPF	79,8740	100 VUV/XPF	102,7098	1 FJD/XPF	52,5205